

RDC : la police tire sur des étudiants manifestant à Kinshasa

@rib News, 19/01/2015 - Source AFP La police congolaise a ouvert le feu lundi à Kinshasa pour disperser plusieurs milliers de sympathisants de l'opposition qui dénonçaient une révision de la loi électorale, permettant selon eux au président Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir. Selon des journalistes et des témoins, les forces de l'ordre ont tiré sur un rassemblement d'étudiants près de l'université, dans le sud de Kinshasa, blessant au moins deux personnes.

Des pillages et des échauffourées entre groupes de centaines de jeunes et police, à coups de pierres et de gaz lacrymogène, ont été signalés dans divers quartiers populaires de la capitale de la République démocratique du Congo (RDC), dont plusieurs axes étaient coupés par des barrages de pneus enflammés. A l'hôpital général de Kinshasa, un journaliste a pu voir un troisième blessé de 22 ans, également touché par balle. Selon des opposants, il a été blessé tandis que la police cherchait à disperser un groupe de manifestants près du Parlement, dans le centre-nord de la ville. Un collectif formé autour de membres des trois principaux partis de l'opposition avait appelé les habitants de Kinshasa à "occuper massivement" le Parlement lundi pour faire obstacle au projet de révision de la loi électorale, adopté samedi par les députés et devant maintenant être examiné par le Sénat. En liant la tenue des prochaines élections législatives et présidentielle aux résultats du recensement général devant commencer cette année, ce projet est susceptible d'entraîner un report des scrutins censés avoir lieu fin 2016 et le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila, à la tête de la RDC depuis 2001, au-delà du terme de son mandat. En prévision d'une journée s'annonçant difficile, le pouvoir avait fait boucler les abords du Parlement lundi matin, déployant des centaines de policiers et de soldats de la Garde républicaine armés, empêchant tout passage dans un large périmètre autour du Palais du peuple, incluant les sièges de plusieurs partis politiques d'opposition. Les violences ont eu lieu alors que M. Kabila recevait son homologue angolais, José Eduardo dos Santos, pour signer des accords de coopération économique et discuter de la situation sécuritaire dans l'est du pays, où se poursuivent encore une cinquantaine de groupes armés. Près du campus de l'Université de Kinshasa, après des échauffourées, un responsable de la police a averti qu'il ferait tirer ses hommes directement sur les étudiants si ceux-ci ne rentraient pas chez eux, selon la journaliste, qui a vu une voiture particulière incendiée alors que des témoins rapportaient des scènes de pillages dans les environs. Près de la place Victoire, emblématique de la "Cité", quartier très récent, les policiers ont dispersé à coup de grenades lacrymogènes un groupe d'environ 200 jeunes qui scandaient des slogans appelant le président Kabila à "partir à la fin de son mandat". Dans plusieurs quartiers, notamment à Bandalungwa, des jeunes ont enflammé des pneus et monté des barrages à certains carrefours, selon des témoins. Une journaliste a pu voir des affrontements entre plusieurs groupes de jeunes lançant des pierres contre des policiers, qui tiraient des grenades lacrymogènes. "C'est organisé, il y a un manifestement des responsables qui les encadrent", a déclaré un diplomate à propos de l'éclosion de plusieurs foyers de contestation dans les quartiers populaires. Sur les grands axes menant au quartier Gombe, où se trouvent administrations et ministères, on pouvait voir des policiers et soldats à chaque carrefour, alors qu'un hélicoptère militaire patrouillait dans le ciel. L'examen du projet de loi électorale adopté samedi soir par les députés devait commencer lundi au Sénat. Dans un communiqué, l'Union pour la Nation congolaise (UNC), troisième parti d'opposition au Parlement, a dénoncé le déploiement des policiers autour de son quartier général, où son président Vital Kamerhe se trouvait confiné lundi. Ancien président de l'Assemblée nationale et ex-meilleur allié de M. Kabila, M. Kamerhe est aujourd'hui un de ses opposants les plus bruyants. A Bukavu, son fief du Sud-Kivu, dans l'est du pays, près de 200 manifestants étaient dans la rue vers 13h00 (11h00 GMT) pour demander sa "relaxation rapide", a-t-on constaté.